

Axes de travail du séminaire, par Guy Burgel, géographe.

Au nom du collectif que Pierre Mansat vient de vous présenter, je voudrais vous présenter l'esprit de ce séminaire qui s'ouvrira à l'automne prochain et dont les grandes lignes sont objet de discussions et de propositions, ici même, avec nos débats.

Je crois que cette initiative procède d'une envie et d'un manque.

Elle procède d'une envie que les uns et les autres venus d'horizons professionnels, politiques voire partisans différents, ont d'essayer de trouver d'autres voies pour le développement de ce que j'appelle « l'agglomération métropolitaine parisienne ». L'objet n'est en effet pas la ville de Paris : il s'agit de quelque chose de beaucoup plus ample dont on ne définira pas ici, ce soir, les contours et les limites. C'est aussi l'envie de faire quelque chose et de faire quelque chose autrement. Cette initiative procède aussi d'un manque parce que je ne suis pas sûr qu'il y ait un lieu, pour cet autrement.

Ces deux paroles en guise de préambule introduisent déjà la première piste de réflexion du séminaire. Commentons le « clin d'œil » : en vous proposant de réfléchir d'abord sur l'« alter-métropolisation », il y a évidemment un clin d'œil à l'« alter-mondialisation » en considérant « alter » au sens quasiment étymologique du terme. Nous ne parlons pas d'« anti-métropolisation », car pour nous, la métropolisation n'est pas fondamentalement le mal.

Peut-on réfléchir à d'autres formes de métropolisation qui ne soient pas une métropolisation d'exclusion ? Si l'on fait toujours plus haut dans la valeur ajoutée, dans la forte technologie, on répond au critère de compétitivité internationale, mais pas à celui de satisfaction de ceux qui sont moins bien formés, de ceux qui sont moins bien éduqués, autrement dit de réduction du chômage, celui-ci se situant à des niveaux sinon record du moins très élevés à Paris et dans l'agglomération parisienne.

Peut-on alors passer de ce que j'appellerais une métropolisation d'exclusion à une métropolisation « d'inclusion » économique ? Il ne s'agit pas de rejeter les activités dites métropolitaines à forte valeur ajoutée mais de les associer à des activités qui permettraient au plus grand nombre, notamment ceux qui n'ont pas d'emploi, de s'employer.

Cette alternative exclusion/inclusion pourrait être déclinée sur les autres registres que Pierre Mansat a rappelés, comme le logement. Il est bien évident qu'on est dans une logique largement non coordonnée entre les acteurs qui exclue des zones centrales non seulement des plus défavorisées mais aussi, de plus en plus, d'une grande partie des couches moyennes. Peut-on arriver à d'autres modèles socio-résidentiels dans une métropolisation de qualité qui n'excluent pas toute une partie de la population des zones les plus valorisantes par la culture, par les transports, par l'environnement urbain, finalement des bienfaits de la métropolisation ?

Et puis, je vais rapidement passer en revue les autres registres. Vous constatez que nous cherchons toujours à trouver des formes alternatives à la métropolisation d'exclusion. En matière de mobilité, par exemple : chacun sait les dissymétries qui existent entre le cœur de cette zone métropolitaine et qui a plutôt tendance à se vider d'activités, mais qui reste la mieux lotie en terme de réseaux de transport.

Je dirai la même chose même pour le développement, le fameux développement durable bien. Si le développement durable doit être celui d'un Paris d'Amélie Poulain, on a parlé quelquefois d'un « Paris-village », il est bien évident que ce n'est pas un Paris du plus grand nombre. C'est bien là tout le sens que nous donnons au terme d'« alter-métropolisation », à la fois en clin d'œil et en provocation. Il ne s'agit pas de rejeter la métropolisation mais de savoir si on peut trouver des formes économiques, sociales et de mobilité différentes à partir d'expériences étrangères, à partir d'imagination aussi.

Avec le deuxième axe de réflexion donné à ce séminaire, on a décliné ce premier principe fondateur très ferme en se demandant : peut-on inverser la démarche ?

Je suis géographe, un peu urbaniste aménageur et je connais bien cette démarche qui consiste à traiter plutôt les territoires pour essayer d'infléchir la société ou l'économie.

C'est pour cela que nous avons des plans qui ne sont plus des plans d'occupation des sols, mais des plans locaux d'urbanisme. On a toujours des schémas directeurs, on essaie toujours d'arriver à des partis spatiaux pour corriger, infléchir les mécanismes. Je crois que cette procédure est d'abord logique et qu'elle procède ensuite d'une analyse historique qu'il n'y a plus de perspective réelle à échéance historique prévisible de modification radicale de la société qui permettrait de dire comme on le disait « changeons de vie et on changera de ville ». Je crois que personne n'y songe plus. Néanmoins, peut-on et là j'insiste inverser la démarche ?

Sans avoir l'espoir fou de changer radicalement les mécanismes de fonctionnement de la société - lâchons-le mot - libérale, capitaliste, **peut-on néanmoins s'attaquer plutôt aux mécanismes producteurs qu'aux conséquences territoriales et spatiales ?** Là je vise quoi ? Les fameuses inégalités territoriales, les dissymétries spatiales qui existent dans la ville de Paris, qui existent à l'intérieur de la région.

J'en donnerai, pour ne pas être théorique et abscons, un exemple. Je lisais que le cœur de l'agglomération et la ville de Paris ont des dissymétries considérables : chacun le connaît parce que ça fait l'objet à la fois de cartographies, d'analyses, de polémiques dans la presse, la dissymétrie en terme par exemple de localisation des logements sociaux.

Combien de pourcentages de logement social dans le 7e arrondissement voire dans le 16e arrondissement, pour combien dans le 18e, dans le 19e ou dans le 20e ? L'idée est alors, pour corriger cette dissymétrie, d'implanter peu ou pas du tout de logements sociaux là où il y en a beaucoup dans l'Est de Paris et puis de faire du logement social dans l'Ouest ou dans le Centre où il y en a peu !

Cette logique relève du traitement de l'inégalité par les conséquences territoriales et pas par les mécanismes. Est-il possible d'inverser la démarche et de se dire que le mécanisme ségrégatif, est en effet d'exclusion du centre mais du centre en général, pas simplement du centre des beaux quartiers.

Combien cela coûte-t-il de faire du logement social là où il y en a peu dans Paris ? Combien cela coûterait-il d'en faire un peu plus là où le foncier est moins cher mais où l'accès à la mobilité, l'accès à la culture, l'accès à la centralité est aussi tout de même bon ? Dans le 19e ou dans le 20e arrondissement, l'accès est même meilleur que dans le 16e arrondissement.

Autrement dit : comment s'attaquer au processus plutôt qu'au résultat spatial ? C'est une invitation à réfléchir à une autre manière non pas de faire la métropole mais d'agir sur elle.

Enfin, le **troisième axe de travail**.

Les processus que nous examinons d'alter-métropolisation ou d'inversion possible des mécanismes d'action se posent à l'échelle de l'agglomération métropolitaine. Devant en effet la nécessité de traiter les problèmes métropolitains, peut-on alors dépasser le morcellement politique, administratif : la région, les départements, des centaines de municipalités ?

Le choix ne balance-t-il qu'entre une gouvernance molle et peu démocratique et le grand Paris ? **Peut-il exister entre ces deux alternatives extrêmes, non pas une voie moyenne, mais une voie de crête qui permettrait de faire face à cette réalité en se donnant les moyens d'un projet qui soit démocratique et en même temps institutionnel et qui ne soit ni la gouvernance molle ni l'utopie du Grand Paris » ?**

Je conclurai sur les modalités pratiques de ce séminaire.

Selon ces trois orientations, nous avons prévu un rendez-vous quasiment trimestriel en formation plénière qui permettrait de rendre compte des avancées collectives que nous aurons faites sur ces différents axes. Ces rendez-vous trimestriels qui ont une vertu large et plénière, et qui seront certainement restitués par la revue seront précédés d'ateliers à un rythme plus soutenu qui ont une vertu de formation interne.

Mais ces ateliers ne sont nullement fermés : ils seront annoncés à l'avance, chacun pourra s'y joindre mais ils auront une vertu beaucoup plus pointue. Ils seront consacrés à l'approfondissement de tel ou tel thème qui nous semblera, dans les lignes directrices tracées, apporter un éclairage ou un approfondissement pertinent. On a ainsi pensé par exemple à la question du logement et de la valeur foncière pour étayer la réflexion sur une métropole « inclusive ».

Tel serait donc les temps du séminaire, marqués par des réunions intermédiaires au rythme assez soutenu et par une restitution trimestrielle.

J'ajouterai encore une chose qui est un point de vue collectif. Si nous ne récusons pas le patronage au meilleur sens du terme de la Fondation Gabriel Péri, nous ne nous considérons nullement comme, des courroies de transmission de qui que ce soit. Nous sommes les uns et les autres des citoyens et des intellectuels et nous avons cet acte profondément individuel et collectif de liberté. D'ailleurs, la publicité de l'information est une preuve même qu'il n'y a pas confiscation ni courroie de transmission ; je crois toujours que la confiscation de l'information est le premier déni de la démocratie urbaine.

Enfin, la dernière chose que je tiens à souligner tient à l'originalité de cet espace de réflexion. Je suis universitaire et je ne crois plus du tout à l'université, aux lieux académiques pour être des lieux d'émulation de la réflexion urbaine nécessaire sur la ville et sur la métropolisation en particulier. Je crois que même si nous sommes matériellement dans un lieu académique, nous sommes avant tout, pour moi dans un lieu civique.

Cela veut dire que finalement cette altérité que nous cherchons, on ne peut-être pas la trouver au sein des lieux de production de savoir, que serait l'université, et, d'autre, part je ne suis pas sûr que les institutions politiques soient porteuses de cette démarche. Je crois avoir senti que mes collègues partageaient ce sentiment, et bien dans cette expérience que nous voulons tenter avec vous il y a en même temps une expérience de lieu médiateur à inventer pour faire de la réflexion citoyenne sur la ville. C'est là l'ambition de cette initiative.